

# C onjoncture française



# Environnement international de la France

Au troisième trimestre 2010, la croissance des économies avancées a été un peu plus forte que prévu dans le point de conjoncture d'octobre (+0,6 % contre +0,4 %). En particulier, la consommation des ménages a été plus dynamique, notamment aux États-Unis et au Japon.

Au quatrième trimestre, la croissance se modérerait (+0,4 %). Elle resterait légèrement plus élevée aux États-Unis qu'en zone euro. Au contraire, la croissance japonaise rechuterait à la fin 2010, à la suite de l'expiration de la prime à la casse et face au ralentissement de l'activité en Asie.

Au premier semestre 2011, le PIB des économies avancées maintiendrait globalement ce rythme de croissance (+0,4 % par trimestre). L'économie japonaise renouerait avec la croissance après la chute exceptionnelle attendue au quatrième trimestre, mais les autres pays ralentiraient. En effet, les politiques budgétaires pèseraient sur l'activité et l'impulsion en provenance des pays émergents continuerait de s'atténuer ; parallèlement, le mouvement de reconstitution des stocks s'essoufflerait.

## Des systèmes financiers toujours fragiles

À l'horizon de mi-2011, les banques centrales des principales économies avancées conserveraient des politiques monétaires accommodantes. Jugant le haut niveau du chômage et la faiblesse de l'inflation peu conformes à son double mandat de plein emploi et d'inflation modérée, la Fed a annoncé un programme d'achat d'actifs jusqu'en juin 2011 (« QE2 », cf. éclairage). Au Japon également, la Banque centrale a injecté des liquidités début septembre pour limiter les effets récessifs de l'appréciation du yen cet été.

Malgré les efforts des autorités monétaires, les conditions de financement des entreprises et des ménages restent peu favorables, bien qu'en cours d'amélioration. Aux États-Unis, le désendettement des agents privés se poursuit, malgré l'assouplissement des conditions d'octroi du crédit bancaire. En zone euro, la hausse de la distribution de crédits s'accompagne globalement d'un durcissement des conditions de financement, excepté en Allemagne et en France.

Depuis la fin de l'été, de nouvelles tensions sont apparues autour des dettes souveraines de certains États de la zone euro, en particulier en Irlande, au Portugal, voire en Espagne et en Italie.

## Équilibre ressources-emplois en volume des économies avancées :

en %

	Variations trimestrielles													
	2009				2010				2011		2008	2009	2010	2011 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
<b>PIB</b>	-2,2	0,2	0,2	0,8	0,8	0,7	0,6	0,4	0,4	0,4	-0,1	-3,6	2,4	1,4
Consommation privée	-0,6	0,0	0,2	0,4	0,4	0,4	0,6	0,2	0,2	0,2	-0,1	-1,3	1,4	1,0
Consommation publique	0,0	0,9	0,3	0,0	0,0	0,6	0,6	0,0	0,2	0,2	2,2	1,8	1,0	0,8
Investissement	-7,8	-2,8	-0,7	-0,6	0,5	2,7	1,2	0,7	0,9	1,0	-4,0	-15,1	1,4	2,8
Exportations	-10,6	0,9	3,6	4,1	3,1	3,5	1,8	1,5	1,3	1,3	3,3	-12,8	12,5	5,3
Importations	-10,2	-3,2	3,8	1,5	3,3	5,4	2,8	0,7	0,9	1,4	-0,9	-13,4	11,6	5,3
<b>Contributions à la croissance</b>														
Demande intérieure hors stocks	-1,7	-0,4	0,1	0,1	0,3	0,8	0,6	0,2	0,3	0,3	-0,3	-3,2	1,3	0,9
Variations de stocks	-0,6	-0,2	0,2	0,3	0,7	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,6	1,2	-0,1
Extérieur	0,1	0,7	-0,1	0,4	-0,2	-0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,6	0,2	-0,1	0,5

Prévision

Source : instituts statistiques nationaux, FMI, calculs Insee

Ce regain de pression autour des dettes souveraines européennes a contribué à un mouvement de dépréciation de l'euro par rapport au dollar, alors que l'euro s'était beaucoup apprécié ces derniers mois après l'annonce du « QE2 ».

### Des politiques budgétaires plus restrictives

Aux États-Unis et au Japon, le soutien budgétaire à l'activité serait moins prononcé à l'horizon de la prévision. Aux États-Unis, les montants versés aux ménages sous forme de crédits d'impôts et d'allocations chômage resteraient substantiels. Les dépenses d'investissement public continueraient de soutenir l'activité américaine, mais les États réduiraient leurs dépenses de fonctionnement pour équilibrer leurs budgets. Au Japon, la fin de la prime à la casse début septembre serait suivie d'un net recul de la consommation automobile au quatrième trimestre. La prolongation des éco-points (subventions à l'achat de biens électroménagers respectueux de l'environnement), jusqu'en mars 2011, ne stimulerait que faiblement la consommation nipponne. En revanche, la hausse des dépenses publiques, annoncée en novembre 2010, viendrait soutenir l'activité japonaise début 2011.

En Europe, des stratégies de consolidation des finances publiques seront mises en œuvre début 2011. En Espagne, alors que le taux de TVA a déjà été relevé de 2 points au 1<sup>er</sup> juillet dernier, et que les impôts ont augmenté, les prestations sociales vont baisser début 2011. Au Royaume-Uni, le taux principal de TVA sera relevé de 2,5 points au premier janvier 2011, tandis qu'une nouvelle hausse de l'impôt sur le revenu et une baisse des prestations sociales sont programmées à partir du deuxième trimestre 2011. En Italie, alors que les incitations fiscales à l'investissement des entreprises se sont

arrêtées en juin 2010, les prestations sociales devraient diminuer. En Allemagne, bien que les baisses d'impôts instaurées dans le cadre du plan de relance soient maintenues, le gouvernement prévoit un durcissement des conditions d'attribution des prestations sociales, et une hausse des cotisations sociales et des impôts sur les entreprises. Enfin, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie, les dépenses publiques devraient fortement ralentir au cours des prochains trimestres.

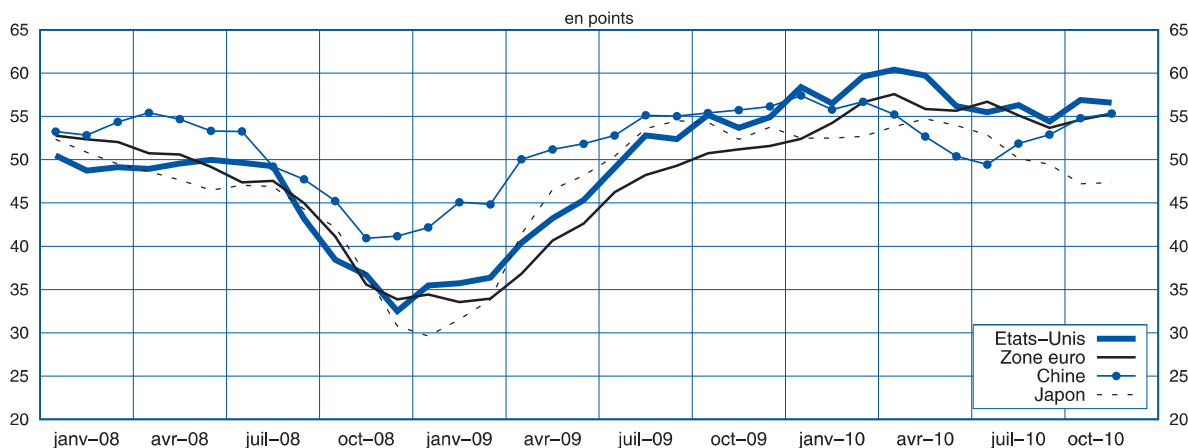
### Les pays émergents cherchent leur rythme

Au troisième trimestre 2010, la croissance des grands pays émergents d'Asie a fléchi, sous l'effet conjugué de la fin des mesures de soutien budgétaire, du durcissement de la politique monétaire, notamment en Chine, et du ralentissement de la demande des économies avancées.

Au quatrième trimestre 2010, ces effets seraient toujours visibles. Mais la dépréciation du yuan favoriserait la production de la Chine au détriment de ses partenaires commerciaux (cf. graphique).

L'accélération de la demande adressée à la production chinoise a cependant accentué les tensions inflationnistes. En réponse, les autorités chinoises ont relevé le taux des réserves obligatoires détenues par les banques en octobre puis en novembre. Ce resserrement de la politique monétaire en Chine pèserait sur la demande interne, et le yuan finirait par s'apprécier. À l'horizon de la prévision, les autres pays émergents d'Asie de l'Est bénéficieraient de cette perte de compétitivité de leur voisin, mais seraient pénalisés par le ralentissement de la demande en Chine et dans les économies avancées : leur activité accélérerait peu.

Indices PMI de production manufacturière : zone euro, Japon, Chine et États-Unis



D'une façon générale, les gouvernements des principaux pays émergents ont des difficultés à conjuguer leurs objectifs de plein emploi et d'inflation modérée. Au cours de ces derniers mois, ils ont été confrontés, comme en Chine, à la montée des tensions inflationnistes, en dépit de politiques économiques plus restrictives. Soutenus par le dynamisme de la demande interne, l'inflation y a été accentuée par le rebond des prix des matières premières, et en particulier des produits agricoles. En outre, les importantes entrées de capitaux étrangers viennent renforcer les tensions inflationnistes domestiques. Compte tenu de ces risques, la croissance actuelle de l'activité des pays émergents semble peu soutenable : dans notre scénario, elle reviendrait vers sa tendance.

### Les pays avancés ralentiraient

Au troisième trimestre, les économies avancées ont crû plus fortement que prévu dans le point de conjoncture d'octobre 2010 (+0,6 % contre +0,4 % en prévision). La consommation des ménages a surpris par son dynamisme, notamment au Japon, où les ménages ont anticipé leurs achats automobiles avant la fin de la prime à la casse début septembre.

À l'horizon de la prévision, certains des moteurs de la croissance, comme le soutien par les plans de relance, l'impulsion des pays émergents et la re-

constitution des stocks, perdraient progressivement en intensité.

La consommation des ménages freinerait nettement (+0,2 % par trimestre jusqu'à la mi-2011 après +0,6 % au troisième trimestre). Les revenus des ménages augmenteraient modérément. Le moindre soutien des mesures de relance au Japon et la mise en œuvre des politiques de consolidation budgétaire en zone euro et au Royaume Uni pèseraient globalement sur leur pouvoir d'achat. En raison de perspectives de débouchés moins favorables, les entreprises freineraient quelque peu leurs dépenses d'investissement. Au total, les économies avancées ralentiraient dès le quatrième trimestre 2010 (+0,4 % par trimestre jusqu'au deuxième trimestre 2011, après +0,6 % au troisième trimestre 2010).

### La demande étrangère adressée à la France ralentirait dans le sillage du commerce mondial

Au cours des prochains trimestres, le commerce mondial freinerait, en lien avec la modération de la demande dans la plupart des économies. Dans son sillage, la demande étrangère adressée à la France ralentirait également : +1,0 % au quatrième trimestre comme au troisième trimestre 2010. Elle resterait sur ce rythme au premier semestre 2011. ■

# Échanges extérieurs

Fin 2010 et début 2011, les exportations ralentiraient, dans un environnement externe de moins en moins porteur. La demande mondiale adressée à la France progresserait en effet à un rythme inférieur à sa croissance de moyenne période. En particulier, les principaux partenaires européens de la France mettraient en œuvre des mesures de consolidation de leurs finances publiques et leur demande se modérerait. Par ailleurs, les effets positifs de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010 s'atténueraient. Les exportations croîtraient de 9,6 % en 2010. À la fin du premier semestre 2011, leur acquis de croissance serait de +5,2 % pour l'année 2011.

Les importations décélèreraient fortement, suivant le profil des exportations en produits manufacturés et la demande intérieure hors stocks. En outre, aux deuxième et troisième trimestres, la dynamique de reconstitution des stocks avait alimenté le rebond des importations. À l'horizon de la prévision, le mouvement de restockage s'essoufflerait quelque peu, ce qui freinerait les importations. En 2010, les importations augmenteraient de 8,8 %. Leur acquis de croissance à la fin du premier semestre 2011 serait de +6,5 % pour l'année 2011.

La contribution du commerce extérieur à la croissance resterait négative au quatrième trimestre 2010, puis serait nulle au premier semestre 2011.

## Les exportations ralentiraient, en ligne avec une demande mondiale moins porteuse

Au troisième trimestre 2010, les exportations françaises de biens et services sont restées dynamiques (+2,5 % après +2,6 % cf. tableau). La demande mondiale adressée à la France a ralenti. En Espagne, la consommation des ménages a chuté, après l'application cet été de mesures de consolidation budgétaire. Cependant, la bonne tenue des demandes allemande et américaine a partiellement compensé la baisse de la demande espagnole. En outre, les exportations ont été soutenues par les effets favorables de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010.

À l'horizon de mi-2011, les exportations totales décélèreraient (+1,5 % au quatrième trimestre puis +1,3 % et +1,2 % aux premier et deuxième trimestres 2011), dans le sillage des exportations de produits manufacturés. La demande mondiale adressée à la France continuerait en effet de ralentir. La demande des pays émergents, notamment

## Prévision de croissance des échanges extérieurs

évolutions en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2009				2010				2011		2009	2010	2011 acq.
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Exportations</b>													
Ensemble des biens et services	-7,5	-0,6	1,1	1,3	4,4	2,6	2,5	1,5	1,3	1,2	-12,2	9,6	5,2
Produits manufacturés (67 %*)	-9,4	0,4	3,0	1,9	5,2	2,7	3,3	2,2	1,5	1,5	-14,1	13,0	6,7
<b>Importations</b>													
Ensemble des biens et services	-5,8	-3,1	-0,4	2,9	1,8	3,9	4,1	2,1	1,1	1,0	-10,6	8,8	6,5
Produits manufacturés (66 %*)	-6,9	-3,3	0,6	5,4	3,6	4,8	4,8	2,8	1,6	1,3	-13,0	14,5	8,3
<b>Contribution du commerce extérieur au PIB</b>	-0,3	0,7	0,4	-0,5	0,6	-0,4	-0,5	-0,2	0,0	0,0	-0,2	0,0	-0,5

Prévision

\* Part des exportations (resp. importations) de produits manufacturés dans les exportations (resp. importations) totales en 2009.

Source : Insee

asiatiques, qui avait largement contribué à la reprise des échanges depuis mi-2009, s'essoufflerait au premier semestre 2011. Le ralentissement de la demande serait encore plus marqué en Europe du côté des principaux partenaires commerciaux de la France<sup>(1)</sup> : des mesures de consolidation budgétaire en Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie pèseraient sur leur demande au premier semestre 2011 (cf. graphique 1). Enfin, l'effet positif de la dépréciation de l'euro au premier semestre 2010 s'estomperait début 2011 (cf. graphique 2).

Les exportations énergétiques, très dynamiques depuis le début de l'année, reculeraient en fin d'année, à la suite des grèves de l'automne dans les raffineries. Enfin, les ventes de services et de produits agricoles et agro-alimentaires continueraient de croître modérément jusqu'à mi-2011.

Au total, en 2010, les exportations croîtraient de 9,6 %. À la fin du premier semestre 2011, l'acquis de croissance serait de +5,2 % pour l'année 2011.

## Le ralentissement de la demande et le moindre restockage modèrent le rythme des importations

Depuis plusieurs mois, les importations françaises de biens et services augmentent à un rythme très soutenu : +4,1 % au troisième trimestre 2010 après +3,9 % au deuxième trimestre (cf. tableau).

(1) Cf. fiche Synthèse internationale

(2) Cela pèse sur les importations via le contenu en importations des exportations

(3) Suite aux grèves, les importations de produits pétroliers raffinés ont augmenté. Cet effet pourrait toutefois être partiellement compensé par une baisse des achats d'hydrocarbures naturels.

Ce dynamisme a été alimenté par celui de la demande finale ainsi que par le fort mouvement de reconstitution des stocks.

À l'horizon de la mi-2011, la croissance des importations de produits manufacturés se modérerait peu à peu : +2,8 % au quatrième trimestre 2010 après +4,8 % au troisième trimestre, puis +1,6 % et +1,3 % aux deux premiers trimestres 2011 (cf. graphique 3). D'une part, les exportations ralentiraient<sup>(2)</sup>. D'autre part, la consommation manufacturière, encore très dynamique au quatrième trimestre 2010, subirait le contrecoup de la fin de la mesure de prime à la casse début 2011. L'arrêt progressif du restockage contribuerait également au profil des importations.

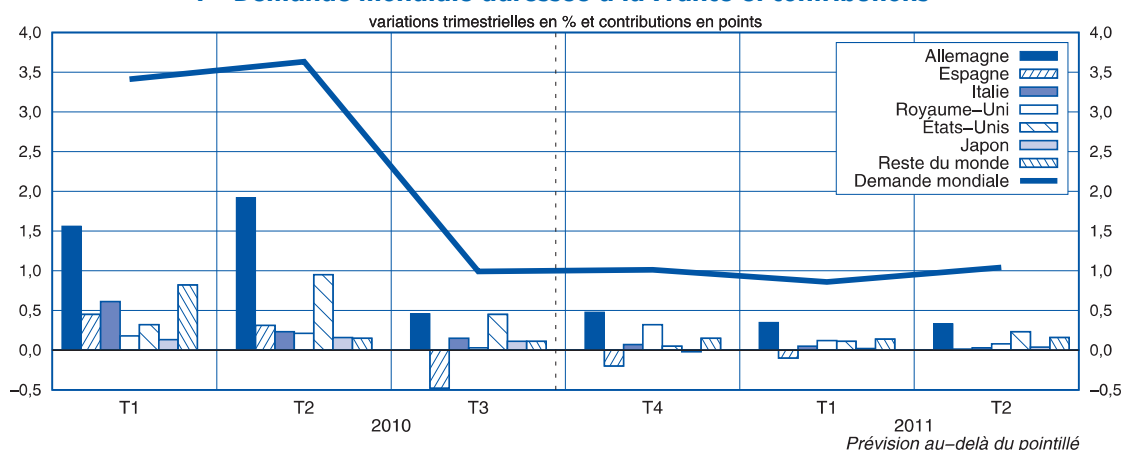
Après deux trimestres très dynamiques, les importations de produits énergétiques augmenteraient encore au quatrième trimestre 2010, conséquence des grèves dans les raffineries<sup>(3)</sup> et des vagues de froid. Elles devraient se stabiliser ensuite à l'horizon de prévision.

Enfin, les importations de services et de produits agricoles et agro-alimentaires augmenteraient modestement jusque mi-2011.

Sur l'ensemble de l'année 2010, les importations totales seraient dynamiques (+8,8 %), après une chute exceptionnelle en 2009 (-10,6 %). À la mi-2011, l'acquis de croissance pour 2011 serait encore élevé, à +6,5 %.

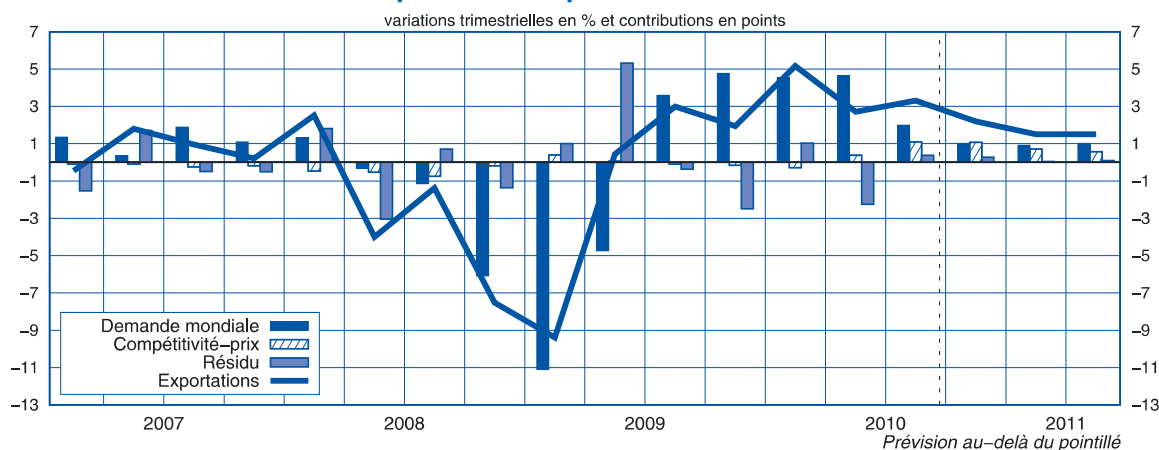
La contribution du commerce extérieur à la croissance serait de nouveau négative au quatrième trimestre 2010 (-0,2 point). Elle redeviendrait neutre début 2011. ■

### 1 - Demande mondiale adressée à la France et contributions



Source : Insee

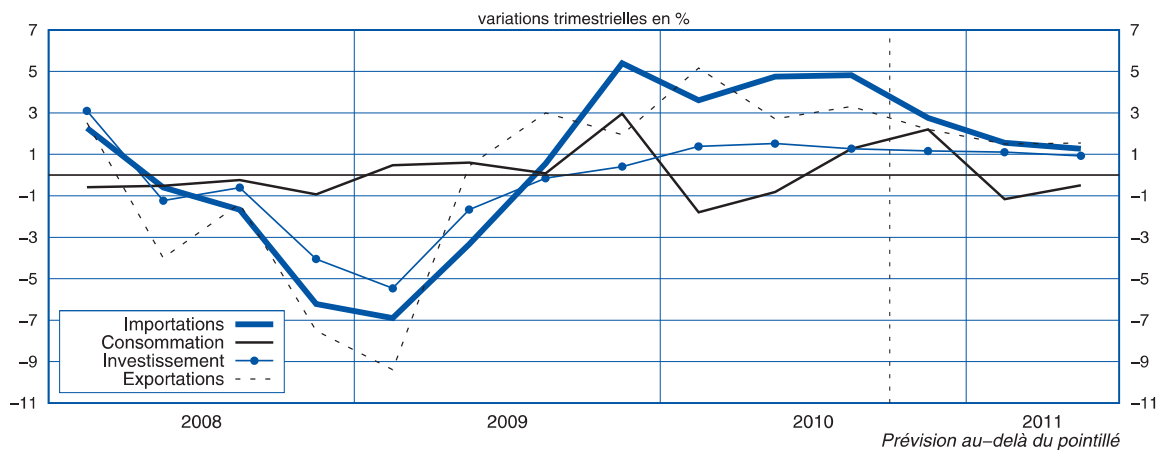
## 2 - Exportations de produits manufacturés



Note de lecture : la courbe représente la croissance trimestrielle des exportations en produits manufacturés en volume. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande mondiale, le taux de change effectif réel de la France (indicateur de compétitivité-prix) et une tendance temporelle dont la contribution, constante, n'est pas reportée ici. Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables au taux de croissance des exportations manufacturières, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique. Par exemple, au premier trimestre 2010, les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 5,2 % : l'impact de la demande mondiale est évalué à 4,5 points, celui de la compétitivité-prix à -0,3 point. Le résidu contribue à hauteur de +1,0 point.

Source : Insee

## 3 - Importations de produits manufacturés



Source : Insee

# Pétrole et matières premières

*D'ici à la mi-2011, le prix du baril de pétrole resterait proche de son niveau observé actuellement, soit 85 \$ le baril. Le marché pétrolier deviendrait légèrement excédentaire.*

*Les prix des matières premières hors énergie sont en très forte hausse depuis le troisième trimestre 2010, dans un contexte de tensions sur l'offre et de baisse du dollar. Ils se stabiliseraient à l'horizon de la prévision.*

## Un marché pétrolier légèrement déficitaire à la fin du second semestre 2010...

Au quatrième trimestre, l'offre sur le marché pétrolier serait légèrement déficitaire (-300 000 barils par jour, bpj), mais un peu moins qu'au troisième trimestre (-600 000 bpj). La production rebondirait dans les pays hors OCDE (+300 000 bpj) et croîtrait quelque peu dans les pays de l'OCDE (+100 000 bpj), avec la fin des opérations de maintenance en mer du Nord et des tempêtes tropicales dans le golfe du Mexique. Dans le même temps, la demande mondiale de pétrole progresserait moins vite que sur les trimestres précédents (+100 000 bpj) : elle se modérerait dans les économies émergentes, notamment en Asie, tandis qu'elle ralentirait dans les économies avancées du fait du niveau élevé des stocks, notamment aux États-Unis.

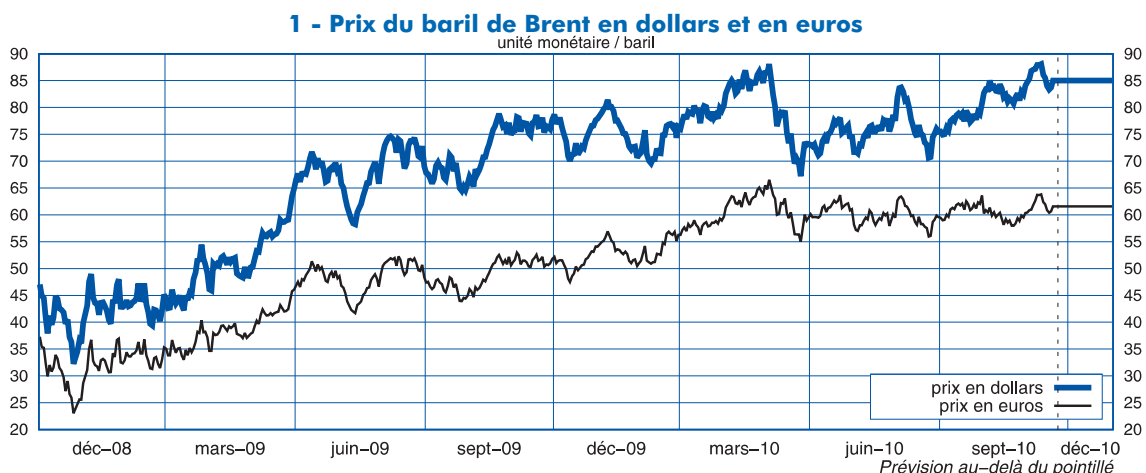
Après s'être replié au troisième trimestre, le prix du pétrole est remonté depuis la mi-septembre (cf. graphique 1). Il atteint près de 85 \$ à la mi-novembre (après 77 \$ en moyenne au troisième trimestre).

## ...qui deviendrait excédentaire au premier semestre 2011

Au premier trimestre 2011, l'augmentation de la production dans les pays de l'OPEP ainsi qu'aux États-Unis et en Asie centrale se traduirait par une hausse de l'offre mondiale de 400 000 bpj. La demande n'augmenterait que de 100 000 bpj : la hausse, habituelle en hiver, de la demande dans les économies avancées, serait atténuée par le ralentissement de la croissance dans ces pays. Le marché pétrolier serait alors à l'équilibre.

Au deuxième trimestre 2011, le marché deviendrait excédentaire de 900 000 bpj. D'une part, l'offre mondiale augmenterait de 100 000 bpj. D'autre part, la demande mondiale diminuerait sensiblement (-800 000 bpj), car de façon saisonnière, la demande s'atténue à la fin de l'hiver dans les pays développés.

À l'horizon de la prévision, le prix du pétrole fluctuerait légèrement autour de 85 \$.



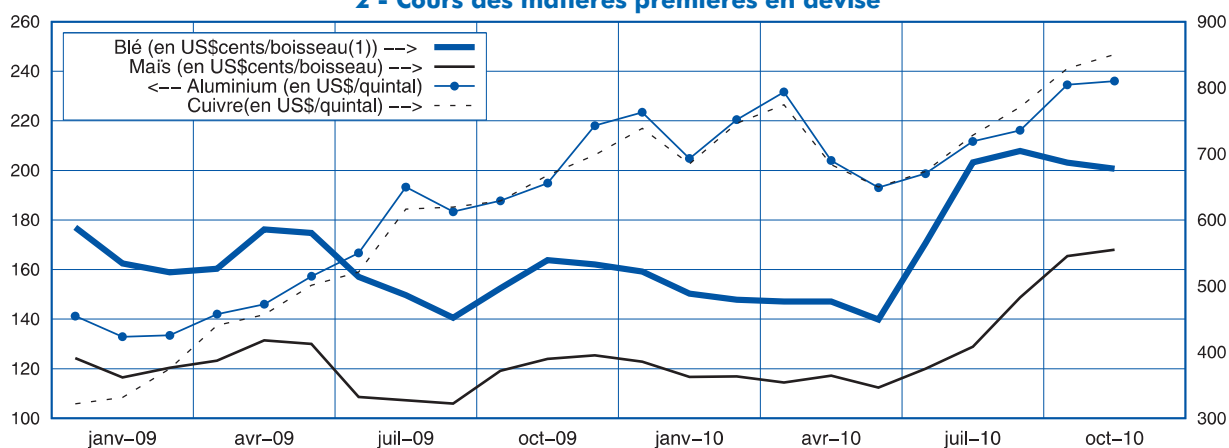


### Stabilisation des cours des matières premières hors énergie à des niveaux élevés

Les cours des matières premières alimentaires et industrielles (*i.e.* agro-industrielles et minérales) ont fortement augmenté au troisième trimestre 2010 (*cf. graphique 2*). Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette hausse : la reprise de l'économie mondiale, des chocs d'offre dans certains secteurs et la dépréciation du dollar, monnaie dans laquelle sont cotées la plupart des matières premières. Ainsi le prix du blé en dollar a augmenté de 45 % entre avril et septembre 2010 : cette hausse a été provoquée par les incendies qui se sont déclarés cet

été en Russie et en Ukraine, par les mauvaises conditions climatiques qui ont obéré certaines récoltes (notamment au Pakistan, au Canada, en Australie et en Argentine) et par des restrictions à l'exportation imposées par certains pays producteurs. Les prix du blé se sont stabilisés à un niveau élevé depuis septembre. Cette hausse s'est transmise aux autres céréales, notamment le maïs, une céréale partiellement substituable au blé. La hausse des prix de l'aluminium et du cuivre, amorcée en juillet, se poursuit en novembre. À l'horizon de la prévision, les prix des matières premières hors énergie se stabiliseraient à leur niveau actuel. ■

2 - Cours des matières premières en devise



Dernier point : novembre 2010

(1) Un boisseau équivaut à 60 livres, soit environ 26 kilogrammes.

Source : London Metal Market, Chicago Mercantile Exchange, Liverpool Market

# Prix à la consommation

À l'horizon de la prévision, l'inflation «sous-jacente» remonterait pour s'établir à 1,1 % sur un an en juin 2011. Les hausses récentes des cours des matières premières industrielles et alimentaires se diffuseraient progressivement à l'inflation sous-jacente via les prix de production. Néanmoins, le taux de chômage toujours élevé, qui induit une modération des salaires tempèrerait cette hausse.

L'inflation d'ensemble diminuerait, très légèrement, à 1,5 % en décembre 2010, puis à 1,4 % en juin 2011. Elle atteindrait +1,5 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 2010. La légère hausse de l'inflation sous-jacente serait plus que compensée par le ralentissement des prix de l'énergie et des produits frais.

## Une inflation « sous-jacente» à la hausse, une inflation totale en légère baisse

L'inflation «sous-jacente» est mesurée en retirant à l'indice d'ensemble les prix de l'énergie, des produits frais, les tarifs publics et en corrigeant des mesures fiscales. À l'horizon de juin 2011, l'inflation sous-jacente se redresserait progressivement : de 0,8 % en glissement annuel en novembre, elle atteindrait 1,1 % en juin 2011 (cf. graphique 1). Cette hausse serait notamment plus concentrée sur les prix des produits agro-alimentaires. Depuis le début de l'année 2010, les cours des matières pre-

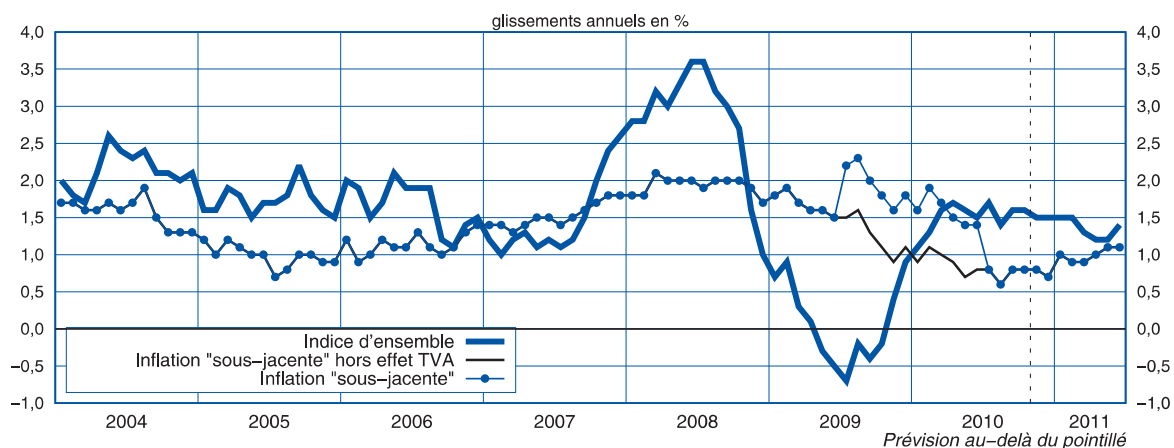
mières industrielles et alimentaires ont fortement augmenté (cf. graphique 2). Ces derniers mois, l'appréciation de l'euro a cependant atténué cette hausse des matières premières importées et les prix se sont stabilisés à un niveau élevé. Ces augmentations se diffuseraient progressivement à l'inflation sous-jacente via les coûts de production. Elles seraient néanmoins limitées par le niveau toujours élevé du chômage, qui induit une modération des salaires.

L'inflation d'ensemble diminuerait légèrement, à 1,5 % en décembre 2010, puis jusqu'à 1,4 % en juin 2011.

## L'inflation des produits manufacturés augmenterait légèrement à l'horizon de la prévision

En octobre 2010, les prix des produits manufacturés sont restés stables par rapport à septembre. Ils le seraient encore en décembre 2010. Puis l'inflation des produits manufacturés redeviendrait positive début 2011, pour atteindre +0,2 % en juin 2011 (cf. tableau). La hausse des prix des matières premières importées soutiendrait les coûts de production. Toutefois, la modération des coûts salariaux et le niveau encore bas du taux d'utilisation des capacités dans l'industrie contribueraient à modérer l'inflation dans ce secteur.

1 - Prix à la consommation en France



Source : Insee

### L'inflation des services serait en légère augmentation

Le glissement annuel des prix des services est resté stable en octobre à 1,4 % par rapport à septembre. L'inflation des services augmenterait légèrement à 1,5 % en juin 2011 (cf. tableau), sous l'effet notamment de la hausse des prix des services de transports et communications.

### L'inflation énergétique se stabiliserait

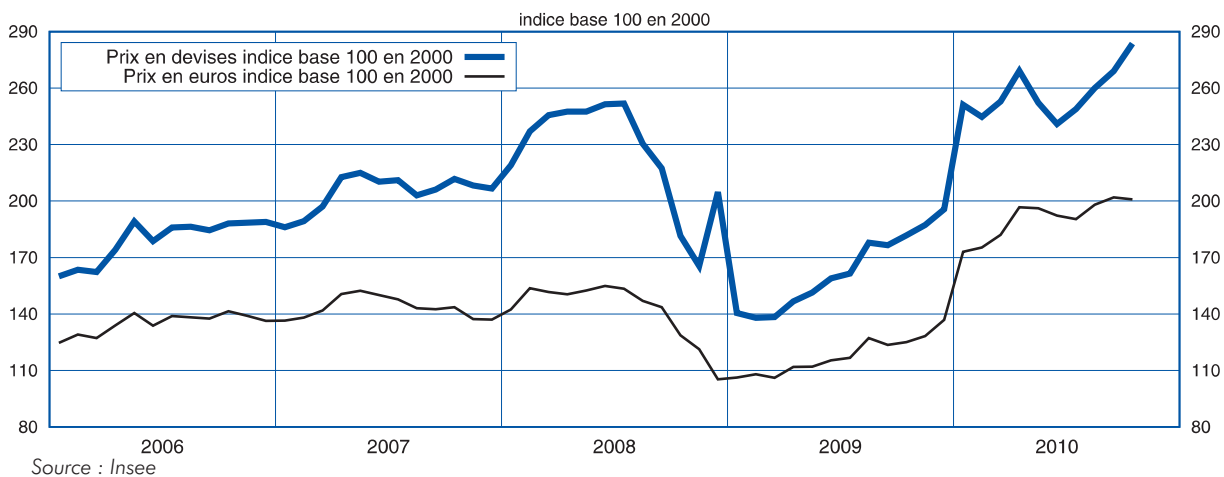
Après 11,1 % en octobre, le glissement annuel des prix de l'énergie diminuerait légèrement à 10,3 % en décembre 2010 puis baisserait nettement à 4,3 % en juin 2011. Avec l'hypothèse d'un prix du baril de Brent stable en prévision (à 85\$), ce recul s'expliquerait par les sorties de glissement des différentes hausses de prix intervenues au cours du premier semestre 2010. La contribution de ce poste à l'inflation d'ensemble s'estomperait donc progressivement (cf. graphique 3).

### L'inflation des produits alimentaires augmenterait jusqu'au premier semestre de 2011

Le glissement annuel des prix de l'alimentation se redresserait jusqu'en juin 2011. Les hausses récentes des prix des matières premières alimentaires, notamment du blé, se diffuseraient en effet progressivement aux prix de l'alimentation « hors produits frais », via les prix de production de l'industrie agro-alimentaire (cf. éclairage). Ainsi, entre décembre 2010 et juin 2011, ce poste contribuerait pour 0,25 point à la hausse de l'inflation sous-jacente.

En revanche, le glissement annuel des prix des produits frais diminuerait jusqu'en juin 2011. L'hiver dernier, les prix des produits frais avaient nettement augmenté sous l'effet de conditions climatiques difficiles. Par convention, ils retrouveraient leur profil saisonnier habituel sur le premier semestre de 2011. Cet effet de « sortie de glissement » modérerait l'inflation d'ensemble. ■

## 2 - Ensemble des matières premières industrielles et alimentaires importées (hors énergie)



## Les prix à la consommation

évolutions en % et contributions en points

Regroupements IPC* (pondérations 2010)	juin 2010		octobre 2010		décembre 2010		juin 2011		Moyennes annuelles	
	ga	cga	ga	cga	ga	cga	ga	cga	2009	2010
<b>Alimentation (16,25 %)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>
<i>dont : produits frais (1,95 %)</i>	11,5	0,2	6,5	0,1	4,0	0,1	-1,2	0,0	-4,2	6,9
<i>hors produits frais (14,30 %)</i>	-0,2	0,0	-0,3	0,0	0,5	0,1	1,8	0,3	1,0	-0,1
<b>Tabac (1,75 %)</b>	<b>5,8</b>	<b>0,1</b>	<b>5,6</b>	<b>0,1</b>	<b>5,9</b>	<b>0,1</b>	<b>5,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>5,8</b>
<b>Produits manufacturés (31,1 %)</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
<b>Énergie (7,3 %)</b>	<b>9,4</b>	<b>0,7</b>	<b>11,1</b>	<b>0,8</b>	<b>10,3</b>	<b>0,8</b>	<b>4,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-12,0</b>	<b>9,7</b>
<i>dont : produits pétroliers (4,28 %)</i>	13,0	0,6	14,1	0,6	12,4	0,5	3,2	0,1	-19,1	14,0
<b>Services (43,6 %)</b>	<b>1,3</b>	<b>0,6</b>	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,4</b>
<i>dont : loyers-eau (7,59 %)</i>	1,8	0,1	1,5	0,1	1,2	0,1	1,2	0,1	2,8	1,8
<i>services de santé (5,21 %)</i>	0,5	0,0	0,5	0,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,8	0,4
<i>transports-communications (5,33 %)</i>	-0,9	0,0	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	1,7	-0,2
<i>autres services (25,47 %)</i>	1,7	0,4	2,0	0,5	1,8	0,5	1,9	0,5	2,5	1,8
<b>Ensemble IPC (100 %)</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>
Ensemble hors énergie (92,7 %)	0,9	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	1,1	1,0	1,2	0,9
Ensemble hors tabac (98,25 %)	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3	0,1	1,4
<b>Inflation «sous-jacente» (62,6 %)<sup>(1)</sup></b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,1</b>
<b>Ensemble IPCH*</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7</b>

■ Prévision

ga : glissement annuel.

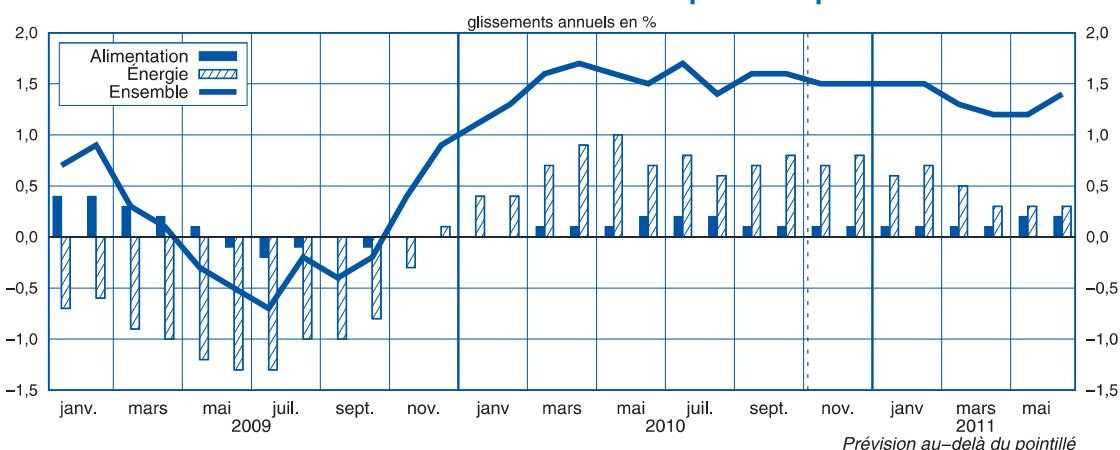
cga : contribution au glissement annuel.

\* Indice des prix à la consommation (IPC) harmonisé (IPCH).

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

### 3 - L'inflation en France : contributions des postes les plus volatils



Source : Insee

## Éclairage - Quels effets de la hausse des cours des matières premières alimentaires sur les prix à la consommation ?

### Accélération des cours des matières premières alimentaires en 2010

Depuis le début de l'année 2009, les cours des matières premières alimentaires importées exprimés en euros augmentent à un rythme soutenu (cf. graphique 1 et tableau 1). Ils ont accéléré depuis le début 2010 : + 15 % au troisième trimestre 2010 en glissement annuel, après + 10,8 % au premier semestre 2010.

Cette évolution masque une situation contrastée. Exprimés en dollars, les cours ont baissé pendant les cinq premiers mois de l'année. La nette dépréciation de l'euro par rapport au dollar sur la même période a néanmoins compensé cette baisse. Symétriquement, les cours en dollars ont fortement accéléré à l'été 2010, mais la hausse des prix des matières premières a été quelque peu amortie par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar sur la même période.

L'amplification de la hausse des prix de matières premières au cours de l'année 2010 est la conséquence des tensions prévalant sur les marchés physiques mondiaux. Ces tensions, alimentées par la croissance de l'activité mondiale, ont été accentuées par des phénomènes ponctuels.

Ainsi, s'agissant des céréales, de mauvaises conditions climatiques ont fait naître des craintes sur le niveau de la production mondiale de blé. Ces inquiétudes ont été renforcées par la mise en œuvre de restrictions aux exportations dans certains pays grands producteurs (Russie, Ukraine). Ces conditions ont alimenté une forte hausse des prix mondiaux de blé à partir de l'été 2010 qui s'est transmise aux autres céréales, notamment le soja et le maïs, partiellement substituables au blé pour l'alimentation humaine et animale ou pour la production de biocarburants.

### Deux à trois trimestres sont nécessaires pour qu'une hausse des prix des matières premières alimentaires se diffuse aux prix à la consommation

L'examen du choc de 2008 (cf. graphique 2) ainsi qu'une modélisation économétrique de la formation des prix permettent d'expliquer la diffusion de la hausse des prix des matières premières alimentaires importées aux prix à la consommation le long de la chaîne d'approvisionnement<sup>(1)</sup>.

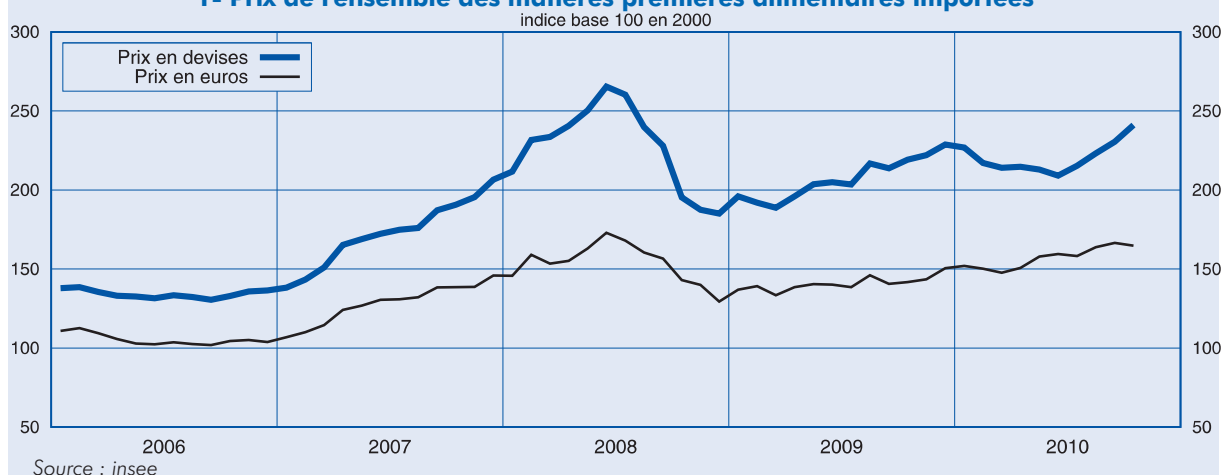
(1) Cf. également les éclairages des notes de conjoncture de Décembre 2007 et Juin 2009.

Tableau 1 - Évolution des cours de certaines matières premières alimentaires

Matières premières	Hausses en octobre 2010 depuis janvier 2009 (mesurée en euros)	Principales raisons des hausses de prix
blé	+ 11,0 %	Incertitudes sur la production de blé
Mais	+ 75,6 %	Augmentation de la production d'éthanol et effet de substitution comme ingrédient pour l'alimentation animale et humaine du fait de la hausse des prix du blé
Tourteau de soja	+ 79,4 %	Conditions climatiques en Argentine et au Brésil (chaleur et sécheresse) et utilisation accrue pour les biocarburants
Riz	- 3,5 %	Le riz n'est pas utilisé pour l'alimentation animale, ni pour la production de biocarburants, contrairement à d'autres céréales (pas d'effet de substitution possible sur le riz)
Arabica	+ 54,0 %	Production en baisse et consommation accrue au Brésil
Robusta	+ 30,4 %	
Sucre	+ 35,9 %	Volatilité importante des prix en raison de productions inférieures aux attentes en Inde et au Brésil et des inondations au Pakistan

Source : DataInsight

### 1- Prix de l'ensemble des matières premières alimentaires importées



La hausse se diffuse très rapidement, en moins d'un trimestre, aux prix de production agricoles. Cette hausse des prix agricoles se transmet ensuite au bout d'un trimestre supplémentaire aux prix de production de l'industrie agro-alimentaire. Elle se diffuse encore un trimestre plus tard aux prix à la consommation de l'alimentation.

Au total, la diffusion de la hausse des cours des matières premières alimentaires importées se transmet donc aux prix à la consommation avec deux à trois trimestres de retard (cf. tableau 2).

la consommation, en écart à un scénario de référence où les cours des matières premières alimentaires se seraient stabilisés à leur niveau de fin 2009. Depuis début 2010, la hausse des prix alimentaires a contribué à 0,13 point d'inflation. Les hausses les plus récentes, notamment à l'été, contribueraient pour 0,25 point supplémentaire à l'horizon de mi-2011 (cf. tableau 3). ■

## La hausse des prix des matières premières alimentaires depuis début 2010 contribuerait à une hausse de 0,4 point des prix à la consommation mi-2011

Pour quantifier l'impact de la hausse des cours des matières premières alimentaires importées depuis début 2010, on détermine la contribution de ces hausses à l'évolution des prix à

**Tableau 2 - Diffusion des hausses de cours des matières premières alimentaires**

Hausse des cours des matières premières alimentaires	Délai minimum de transmission à chaque étape
Prix agricoles	immédiat ou 1 trimestre
Prix à la production de l'industrie agro-alimentaire	1 trimestre
Prix à la consommation dans l'alimentation	1 trimestre
Délai minimum total de transmission aux prix à la consommation	2 à 3 trimestres

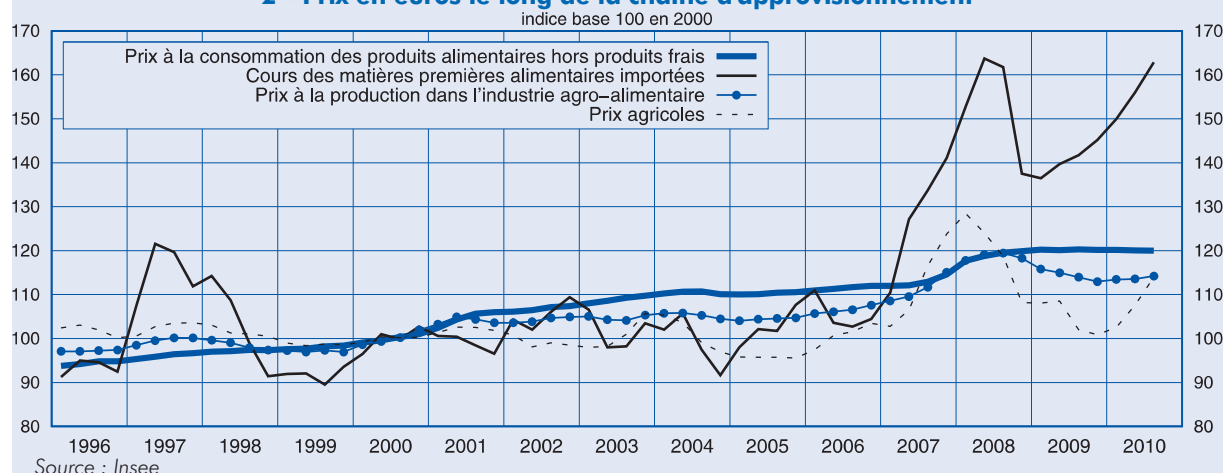
**Tableau 3 - Effet estimé de la hausse des cours des matières premières importées sur l'indice des prix à la consommation**

Impact des variations des cours des matières premières agricoles importées depuis début 2010	2010				2011		Total estimé
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	
Inflation des prix à la production des industries agro-alimentaires	0,3	1,0	1,5	0,8	0,5	0,3	4,5
Inflation alimentation hors produits frais (14,3%)	0,1	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	2,7
Inflation totale	0,01	0,04	0,08	0,09	0,09	0,08	0,4

Note de lecture : au deuxième trimestre 2010, le taux de croissance trimestriel des prix de production des industries agro-alimentaires se situerait 1,0 point de pourcentage au-dessus du niveau qu'il aurait atteint si les cours des matières premières alimentaires importées étaient restés constants à partir du premier trimestre 2010.

Source : Insee, estimations Insee

## 2 - Prix en euros le long de la chaîne d'approvisionnement



# Emploi

À l'horizon de la prévision, les secteurs marchands non agricoles continueraient de créer des emplois, dans le sillage de la hausse de l'activité. Le rythme des créations d'emplois serait similaire à celui observé début 2010 : 51 000 emplois marchands seraient créés au second semestre 2010, puis 50 000 au premier semestre 2011. Au total, sur l'année 2010, les créations d'emplois marchands s'élèveraient à 106 000.

Dans les secteurs non marchands, l'emploi progresserait peu au second semestre 2010. Globalement sur l'ensemble de l'année 2010, l'emploi non marchand resterait en hausse (+57 000 postes) mais serait moins dynamique qu'en 2009 (+88 000). Il diminuerait au premier semestre 2011. En effet, le nombre d'entrées dans les dispositifs de contrats aidés baisserait progressivement. Au total, 173 000 emplois marchands et non marchands seraient créés sur l'ensemble de l'année 2010 et 41 000 au premier semestre 2011.

## L'emploi des secteurs marchands serait en hausse en 2010 et début 2011

Au premier semestre 2010, l'emploi marchand s'est redressé (+0,3 % soit +55 000 postes) après sept trimestres de repli (cf. tableau 1, graphiques 1, 2 et 3) : 567 000 postes avaient été détruits dans

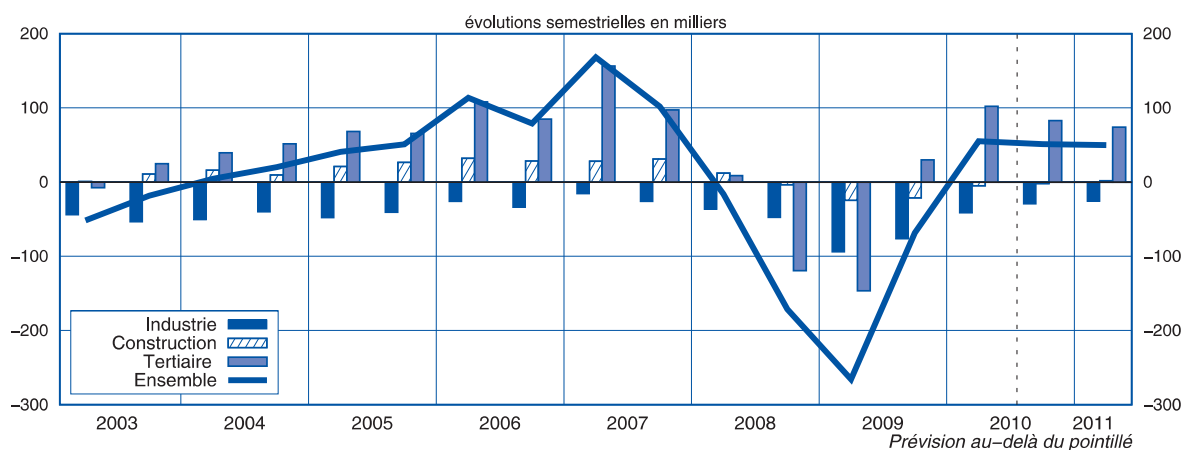
les secteurs marchands entre le deuxième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009. L'emploi salarié marchand augmenterait de 51 000 postes au second semestre 2010 puis de 50 000 postes au premier semestre 2011. Il reviendrait ainsi mi-2011 à son niveau de début 2009 (cf. graphique 3). Pendant la crise, au regard de la baisse de l'activité, l'emploi s'est ajusté moins fortement qu'envisagé : s'il s'était ajusté comme par le passé, les secteurs marchands auraient supprimé davantage d'emplois (cf. dossier). De même, la reprise de l'emploi au premier semestre 2010 a été plus rapide qu'attendu. En prévision, ce relatif dynamisme de l'emploi se poursuivrait un peu plus que ce que laisserait attendre une simulation sur la base des comportements passés (cf. graphique 3).

## Les pertes d'emploi dans l'industrie ralentissent

L'emploi industriel baisse tendanciellement depuis le début des années 2000. Entre 2002 et 2008, l'industrie a perdu environ 80 000 emplois par an (cf. graphique 4). La crise a nettement accentué cette baisse : 171 000 emplois ont été détruits dans ce secteur en 2009, contre 85 000 en 2008. Depuis début 2010, les pertes d'emploi dans l'industrie retrouvent un rythme proche de celui d'avant la crise (-42 000 postes au premier semestre). L'amélioration de la conjoncture dans l'industrie se

(1) Les intérimaires sont comptabilisés dans le secteur tertiaire même s'ils effectuent une mission dans l'industrie ou la construction (cf. infra)

1 - Evolution de l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles



Source : Insee

voit également dans l'évolution du nombre d'intérimaires en mission dans ce secteur<sup>(1)</sup>. L'intérim industriel progresse ainsi depuis le début de l'année 2009 : 75 000 emplois ont été créés entre le premier trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2010, dont 39 000 au premier semestre 2010.

En prévision, l'emploi industriel continuerait de baisser fin 2010 (-30 000 au second semestre) et début 2011 (-26 000 au premier semestre). Sur l'année 2010, le secteur de l'industrie perdrait nettement moins d'emplois qu'en 2009 : - 72 000 après -171 000.

## Pas de reprise nette dans la construction

Dans la construction, la baisse de l'emploi a commencé plus tardivement que dans les autres secteurs, fin 2008. Après s'être fortement contracté au cours de l'année 2009 (-46 000 emplois, soit -3,1 %), l'emploi dans la construction reste en baisse au premier semestre 2010 (-0,4 %).

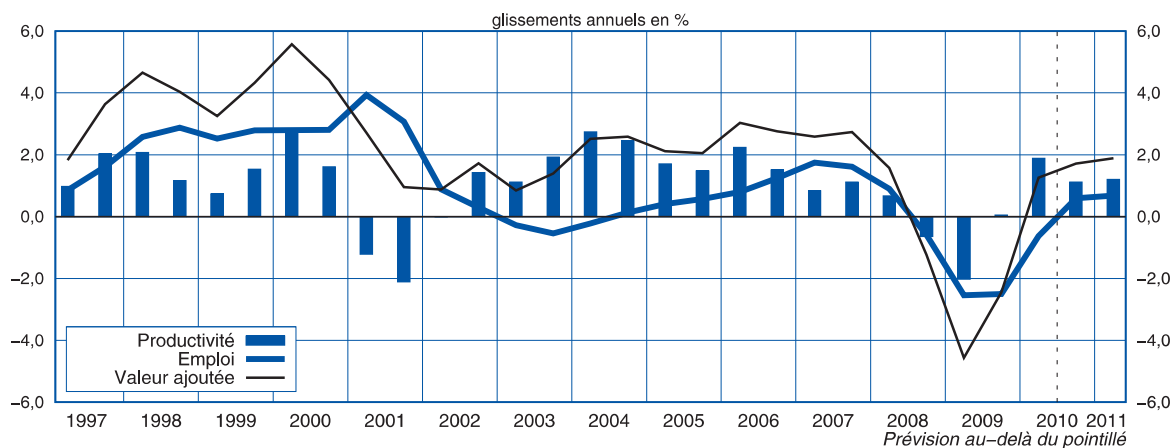
En prévision, l'emploi commencerait à se redresser dans la construction au premier semestre 2011 (+2 000 après -2 000 au second semestre 2010). En 2010, 7 000 emplois seraient détruits dans ce secteur, après 46 000 en 2009.

## Porté par l'intérim, le tertiaire marchand serait dynamique en 2010

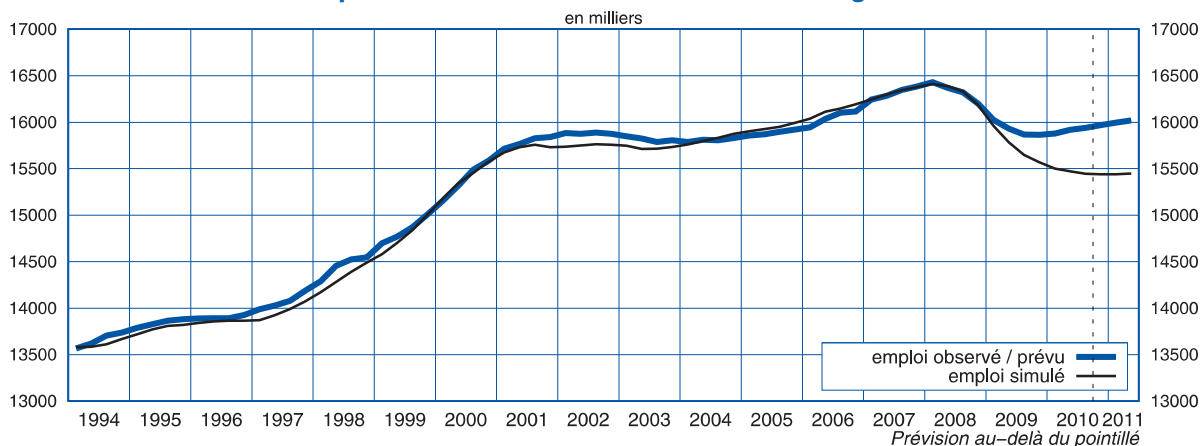
L'emploi intérimaire est rattaché au secteur tertiaire indépendamment du secteur dans lequel sont réalisées les missions d'intérim. Grâce à la reprise de l'intérim, le secteur tertiaire a ainsi été le premier secteur à créer de nouveau des emplois, fin 2009.

Au premier semestre 2010, le rythme des créations d'emplois dans le secteur tertiaire s'est nettement accéléré (+102 000 postes après +30 000 au second semestre 2009). Cette hausse provient de la hausse de l'intérim (+57 000), mais aussi pour partie du redressement de l'emploi tertiaire hors intérim (+46 000).

## 2 - Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



## 3 - Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles





À l'horizon de la prévision, le tertiaire marchand serait un peu moins dynamique (+83 000 postes au second semestre 2010 puis +74 000 postes au premier semestre 2011). En particulier, l'intérim ralentirait (+37 000 postes au second semestre 2010 puis +10 000 au premier semestre 2011, après +57 000 au premier semestre 2010).

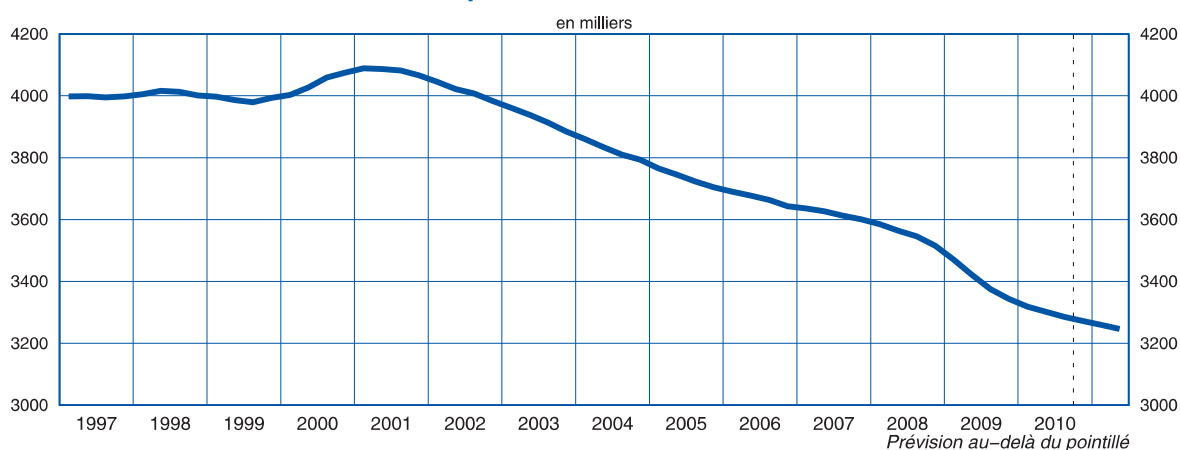
### La baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés pèserait sur l'emploi non marchand dès le deuxième semestre 2010

En 2010, 57 000 emplois seraient créés dans le secteur non marchand, après une année 2009 très dynamique (+88 000). Ce ralentissement provient essentiellement de l'évolution des contrats aidés. En effet, les entrées programmées en contrat unique d'insertion non-marchand (CUI-CAE), qui remplace désormais le contrat d'accompagnement vers l'emploi (CAE) et le contrat d'avenir (CAV), se stabilisent au second semestre 2010. Le nombre d'entrées prévues pour 2011 est plus

faible qu'en 2010 (340 000 entrées prévues en 2011 pour la France entière contre 400 000 entrées en 2010). Le nombre de bénéficiaires de ce contrat ralentirait donc au second semestre 2010, puis diminuerait fortement au premier semestre 2011 (-41 000, cf. tableau 2).

Au total, après une hausse au premier semestre 2010 (+42 000), l'emploi dans le secteur non marchand progresserait moins rapidement au deuxième semestre 2010 (+15 000), puis il diminuerait début 2011 (-14 000 au premier semestre 2011).■

#### 4 - Emploi salarié dans l'industrie



Source : Insee

**Tableau 1**

## Evolution de l'emploi

	Créations d'emploi sur la période (en milliers) CVS					Évolution de l'emploi sur la période (en %) CVS					Niveau en fin de période (en milliers) CVS				
	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1
<b>Salariés du secteur concurrentiel = (1) + (2)</b>	-285	154	70	84	68	-1,6	0,9	0,4	0,5	0,4	17733	17887	17803	17887	17955
<b>Secteurs principalement non marchands (1) (établissements privés seulement)</b>	48	47	15	33	18	2,7	2,5	0,8	1,7	0,9	1871	1918	1885	1918	1936
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (2) dont :</b>	-334	106	55	51	50	-2,1	0,7	0,3	0,3	0,3	15863	15969	15918	15969	16019
Industrie dont :	-171	-72	-42	-30	-26	-4,9	-2,1	-1,3	-0,9	-0,8	3344	3272	3302	3272	3246
Industrie manufacturière	-178	-71	-43	-28	-23	-5,7	-2,4	-1,5	-0,9	-0,8	2970	2900	2927	2900	2877
Construction	-46	-7	-5	-2	2	-3,1	-0,5	-0,4	-0,2	0,1	1438	1431	1433	1431	1433
Tertiaire essentiellement marchand	-116	185	102	83	74	-1,0	1,7	0,9	0,7	0,7	11081	11266	11183	11266	11340
dont commerce	-44	14	3	11	18	-1,5	0,5	0,1	0,4	0,6	2965	2980	2969	2980	2998
Services marchands (y compris intérim)	-73	171	99	72	56	-0,9	2,1	1,2	0,9	0,7	8116	8287	8215	8287	8343

	Créations d'emploi sur la période (en milliers)					Évolution de l'emploi sur la période (en %)				
	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1	2009	2010	2010 S1	2010 S2	2011 S1
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b>	-334	106	55	51	50	-2,1	0,7	0,3	0,3	0,3
<b>Salariés agricoles</b>	-3	-10	-5	-5	-5	-1,1	-4,5	-2,2	-2,3	-2,3
<b>Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)</b>	88	57	42	15	-14	1,2	0,8	0,6	0,2	-0,2
<b>Non-salariés</b>	20	20	10	10	10	0,8	0,8	0,4	0,4	0,4
<b>EMPLOI TOTAL</b>	-229	173	103	71	41	-0,9	0,7	0,4	0,3	0,2

**Prévision**

Note de lecture : 68 000 emplois seraient créés dans le secteur concurrentiel durant le premier semestre 2011. Cela correspond à une hausse de 0,4 % sur le semestre. Ce secteur comprendrait au 30 juin 2011, 17 955 000 salariés.

(1) Secteurs OQ privé

(2) Secteurs DE à MN + RU

Source : Insee

**Tableau 2**

## Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non-marchand

En milliers

	2008	2009	2010 S1	2010 S2	2010	2011 S1
Contrats Emploi Consolidé	-1	0	0	0	0	0
Contrat Unique d'Insertion (CUI-CAE : remplace CAE+CAV au 01/01/10)	-	-	184	68	252	-41
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE)	-48	70	-82	-67	-149	-3
Contrats d'Avenir (CAV)	-10	-10	-46	-22	-68	0
Contrats Emploi-jeunes	-4	-3	-1	-1	-2	0
<b>Total</b>	<b>-63</b>	<b>57</b>	<b>55</b>	<b>-21</b>	<b>33</b>	<b>-45</b>

**Prévision**

Note : Y compris avenants de reconduction.

Champ : France métropolitaine

Source : Dares, calculs Insee

# Chômage

Au troisième trimestre 2010, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active en France métropolitaine (9,7 % y compris Dom). Jusqu'à mi-2011, le taux de chômage serait en légère baisse. En effet, l'emploi continuerait de progresser, dans le sillage de la croissance de l'activité. Le taux de chômage s'établirait à 9,1 % en moyenne en France métropolitaine mi-2011 (9,5 % y compris Dom).

## Le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active au troisième trimestre 2010

En France métropolitaine, le chômage a fortement augmenté entre mi-2008 et fin 2009, jusqu'à atteindre 9,6 %. Le taux de chômage a légèrement baissé au premier semestre 2010, pour se stabiliser au troisième trimestre 2010 à un niveau toujours élevé (cf. graphique) : 9,3 % des actifs de France métropolitaine sont actuellement sans emploi, soit 2,6 millions de personnes.

## Stabilisation du taux de chômage chez les jeunes de moins de 30 ans

Le taux de chômage des actifs de 15 à 29 ans est globalement stable depuis la mi-2009. Au troisième trimestre 2010, il s'établit à 17,5 % de la po-

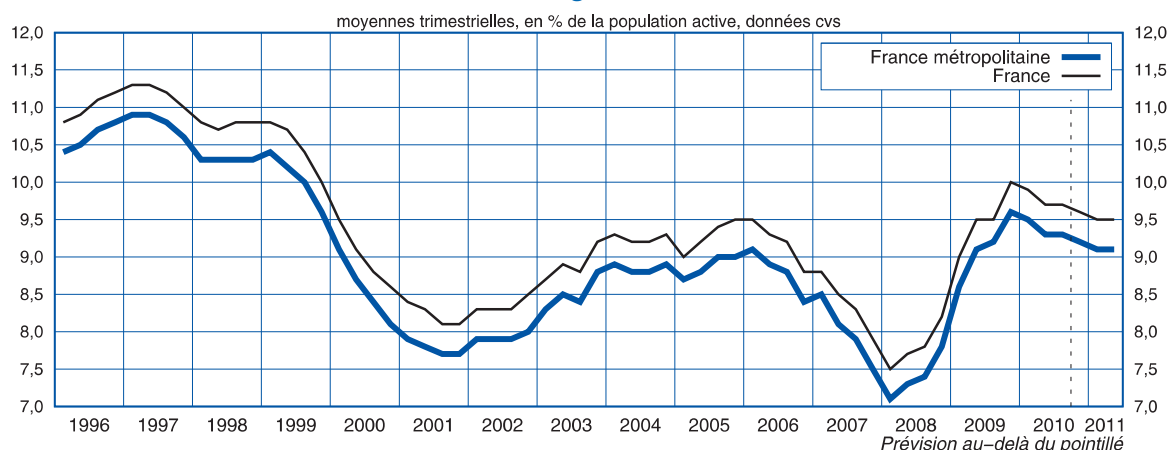
pulation active. Dans cette population, le taux de chômage des femmes augmente de 0,3 point alors que celui des hommes baisse de 0,8 point. Le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est plus volatil : cette population est très sensible à la conjoncture, et les transitions entre activité et inactivité ont un fort impact sur le taux de chômage, rapporté à la population active. La part des chômeurs dans la population des 15-24 ans est stable à 8,5 %, et en légère augmentation pour les femmes. Chez les personnes de 25 à 49 ans, le chômage a baissé depuis fin 2009, de 8,7 % à 8,3 % au troisième trimestre 2010. Le taux de chômage des actifs de plus de 50 ans semble se stabiliser depuis la mi-2009 et s'établit à 6,4 % de la population active.

## Légère baisse du chômage d'ici la mi-2011

À l'horizon de la prévision, le taux de chômage baisserait légèrement (cf. graphique). Il s'établirait à 9,1 % de la population active en France métropolitaine (9,5 % y compris Dom) à la fin du deuxième trimestre 2011.

L'emploi progresserait, dans le sillage de la hausse de l'activité (cf. fiche « Emploi ») : 35 000 emplois seraient créés au quatrième trimestre 2010, puis 50 000 au premier semestre 2011. L'augmentation de la population active serait moindre.

### Taux de chômage au sens du BIT



France = France métropolitaine+Dom  
Champ : Population des ménages, personnes de 15 ans ou plus  
Source : Insee, enquête Emploi

La population active progresserait légèrement. En effet, la composante purement démographique de la population active, qui reflète les évolutions de la population et l'évolution structurelle des comportements d'activité, resterait positive mais s'atténuerait nettement : +45 000 personnes en 2010, après +76 000 personnes en 2009 (cf. tableau). Ce ralentissement tient à un effet de structure : la hausse du nombre de personnes en âge de travailler est aujourd'hui tirée par les seniors (55-64 ans), dont le taux d'activité est inférieur à celui des plus jeunes.

Par ailleurs, la reprise de l'activité influencerait peu sur la décision des personnes d'entrer sur le marché du travail début 2011 (effets de « flexion », cf. glossaire). Enfin, parmi les politiques publiques, la suppression progressive de la dispense de recherche d'emploi soutiendrait la population active. Celle-ci croîtrait de +18 000 personnes au premier semestre 2011. ■

## Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en moyenne trimestrielle, en milliers

	2008 T4	2009 T1	2009 T2	2009 T3	2009 T4	2010 T1	2010 T2	2010 T3	2010 T4	2011 T1	2011 T2	2008	2009	2010	2011 S1
	Variations trimestrielles											Variations trimestrielles			
Population des 15-64 ans	32	31	30	30	30	8	-7	-19	-25	-27	-27	140	122	-42	-54
Population des 15-59 ans	-30	-29	-28	-27	-27	-23	-20	-19	-20	-22	-25	-109	-111	-83	-47
<b>Population active</b>	<b>50</b>	<b>103</b>	<b>50</b>	<b>-57</b>	<b>132</b>	<b>2</b>	<b>-2</b>	<b>48</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>30</b>	<b>229</b>	<b>66</b>	<b>18</b>
dont :															
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	11	15	19	22	20	16	10	10	10	4	0	29	76	45	4
(b) Effets de flexion estimés	-3	-6	-5	-3	-1	2	3	3	3	3	2	0	-14	11	5
(c) Effets estimés des politiques publiques	-3	4	6	1	7	6	5	1	6	5	4	-12	17	17	9
(d) Autres fluctuations de court terme (résidu)	46	90	30	-77	106	-21	-20	34	0	0	0	14	149	-7	0
<b>Emploi</b>	<b>-75</b>	<b>-134</b>	<b>-114</b>	<b>-51</b>	<b>-1</b>	<b>35</b>	<b>51</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>20</b>	<b>-61</b>	<b>-299</b>	<b>169</b>	<b>51</b>
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-112	-157	-71	-30	29	41	62	34	37	24	17	-142	-229	173	41
<b>Chômage BIT</b>	<b>125</b>	<b>238</b>	<b>164</b>	<b>-6</b>	<b>133</b>	<b>-33</b>	<b>-53</b>	<b>0</b>	<b>-17</b>	<b>-19</b>	<b>-14</b>	<b>91</b>	<b>528</b>	<b>-103</b>	<b>-33</b>
	Moyenne trimestrielle											Moyenne au dernier trimestre de la période			
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>															
France métropolitaine	7,8	8,6	9,1	9,2	9,6	9,5	9,3	9,3	9,2	9,1	9,1	7,8	9,6	9,2	9,1
France (y compris Dom)	8,2	9,0	9,5	9,5	10,0	9,9	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5	8,2	10,0	9,6	9,5

Prévision

Note de lecture : emploi et chômage ne sont pas ici estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.

Source : Insee

# Salaires

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) ralentirait légèrement en termes nominaux (+1,8 %, après +2,2 % en 2009). L'inflation soutiendrait le SMB, mais il serait freiné par le niveau encore élevé du chômage. A contrario, le salaire moyen par tête (SMPT) nominal accélérerait en 2010 (+2,9 % après +1,3 % en 2009), car la forte diminution des primes du début 2009 ne s'est pas reproduite en 2010. Au premier semestre 2011, les salaires resteraient dynamiques, dans le sillage de l'inflation. Les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre atteindraient +1,8 % pour le SMB et +1,7 % pour le SMPT.

En termes réels, le SMB ralentirait fortement en 2010 (+0,6 % en 2010 après +2,8 % en 2009), compte tenu de la nette remontée de l'inflation. Ce ralentissement serait moins marqué sur le SMPT (+1,7 % après +1,9 % en 2009). Début 2011, les salaires réels augmenteraient légèrement : à la fin du deuxième trimestre, l'acquis de croissance serait de +0,7 % pour le SMB et de +0,6 % pour le SMPT.

Dans les administrations publiques, le salaire moyen par tête nominal décélérerait en 2010 (+1,8 % contre +2,0 % en 2009). Ce ralentissement serait plus marqué en termes réels (+0,6 % après +2,6 % en 2009).

## Ralentissement du salaire mensuel de base en 2010...

En 2010, le salaire mensuel de base (SMB) nominal serait moins dynamique qu'en 2009 (+1,8 % après +2,2 %). Tout d'abord, le niveau du chômage, toujours élevé, pèserait sur les salaires. En outre, ceux-ci étant partiellement déterminés par l'inflation passée, la nette décélération des prix en 2009 a freiné leur progression début 2010. En particulier, la revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2010, fondée sur l'inflation constatée en 2009, a été limitée à +0,5 %.

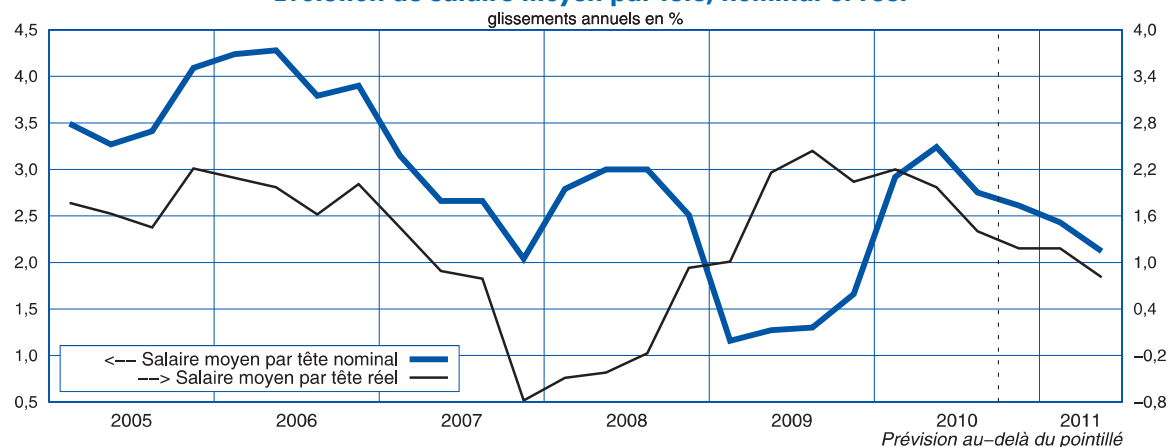
## ...mais accélération du salaire moyen par tête.

À l'inverse, le salaire moyen par tête (SMPT) accélérerait nettement en 2010 (+2,9 % contre +1,3 % en 2009). Cette accélération s'explique notamment par la forte baisse des primes de résultats dans le tertiaire au premier trimestre 2009 qui a laissé place, début 2010, à des hausses plus usuelles, en lien avec le rebond de l'activité.

## En termes réels, en 2010, un ralentissement plus marqué pour le SMB que pour le SMPT

En termes réels, le SMB ralentirait nettement en 2010. Le SMB nominal serait moins dynamique

Évolution du salaire moyen par tête, nominal et réel



Champ : secteur marchand non agricole  
Source : Dares, Insee

qu'en 2009 et l'inflation remonterait fortement en

2010, principalement au premier semestre. Ainsi, la croissance du SMB réel serait faible (+0,6 % après +2,8 % en 2009). En revanche, le SMPT réel croîtrait quasiment au même rythme qu'en 2009 (+1,7 % en 2010 après +1,9 % en 2009) : le regain d'inflation serait compensé par l'accélération du SMPT nominal.

### Début 2011, la croissance des salaires serait soutenue

Au premier semestre 2011, les salaires nominaux resteraient dynamiques, suivant le profil de l'inflation. La revalorisation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier serait par ailleurs plus importante que celle de l'année passée (+1,6 %, contre +0,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2010). Cependant, en termes réels, les salaires (SMB et SMPT) progresseraient modérément au premier semestre : la situation du marché du travail crée un contexte peu favorable à des hausses de salaires.

Les acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre 2011 seraient de +1,8 % pour le SMB, et +1,7 % pour le SMPT. En termes réels, ils seraient de +0,7 % pour le SMB réel, et de +0,6 % pour le SMPT réel.

### Les salaires ralentiraient en 2010 dans les administrations publiques

Dans la Fonction publique, le point d'indice a été revalorisé de +0,5 % au 1<sup>er</sup> juillet 2010, mais l'indice minimum de la Fonction publique ne devrait pas progresser cette année. En outre, le dispositif de prime de Garantie individuelle du pouvoir d'a-

chat (GIPA)<sup>(1)</sup> serait reconduit en fin d'année, mais de façon plus restreinte qu'en 2009. Au total, le SMPT des administrations publiques augmenterait un peu moins vite en 2010 qu'en 2009 (+1,8 % après +2,0 %) ; en termes réels, le ralentissement serait bien plus marqué (+0,6 % après +2,6 %) compte tenu du regain d'inflation en 2010.

En 2011, le ralentissement du SMPT des administrations publiques s'accroîtrait : l'acquis de croissance à l'issue du deuxième trimestre serait de +1,0 % pour le SMPT nominal et de -0,1 % pour le SMPT réel. ■

(1) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2010 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et les agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2005 et 2009. En 2010, la GIPA ne sera versée qu'aux seuls fonctionnaires bloqués au sommet d'un grade pendant quatre années au moins, de 2005 à 2009, et aux retraités de 2010 l'ayant perçue en 2008 et 2009.

### Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels						Moyennes annuelles		
	2010				2011		2009	2010	2011 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,4	0,5	0,3	0,6	0,6	0,6	2,2	1,8	1,8
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,9	0,9	0,3	0,5	0,6	0,5	1,3	2,9	1,7
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)	-	-	-	-	-	-	2,0	1,8	1,0
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)	0,6	0,3	0,2	0,4	0,4	0,4	-0,6	1,2	1,1
SMB réel	-0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	2,8	0,6	0,7
SMPT réel (SMNA)	0,3	0,6	0,1	0,1	0,2	0,1	1,9	1,7	0,6
SMPT réel (APU)	-	-	-	-	-	-	2,6	0,6	-0,1

■ Prévision

Source : Dares, Insee

### SMB et SMPT, deux indicateurs de salaires utilisés dans la Note de conjoncture

#### **Le salaire mensuel de base (SMB) : la rémunération du travail, à structure constante**

L'évolution du salaire mensuel de base (SMB) reflète la variation moyenne des salaires, à structure de qualification constante. Cet indice est estimé à partir de l'enquête trimestrielle ACEMO de la Dares (enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre). Cette enquête concerne chaque trimestre 20 000 à 30 000 établissements ou entreprises de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel non agricole. Le SMB est relevé pour 16 catégories professionnelles. Chaque établissement ou entreprise déclare le salaire de base d'un poste de travail considéré comme représentatif d'une catégorie professionnelle. Ce poste de travail est suivi au fil des enquêtes. Le SMB exclut les primes et les gratifications de toute nature, ainsi que la rémunération des heures supplémentaires.

#### **Le salaire moyen par tête (SMPT) : le revenu versé par l'ensemble des entreprises**

L'évolution du salaire moyen par tête (SMPT), tel qu'il est calculé par les Comptables nationaux, reflète celle des salaires versés par l'ensemble des entreprises. Cet indicateur résulte de la comparaison des évolutions de la masse salariale totale et du nombre de salariés, qui sont toutes deux mesurées à partir de sources exhaustives (données fiscales auprès des entreprises). Par rapport au SMB, il prend notamment en compte les très petites entreprises, et intègre les effets de structure (évolution des qualifications, de la part du temps partiel), conjoncturels (niveau des heures supplémentaires) et saisonniers (primes). ■